



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/51/128
6 mai 1996
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Cinquante et unième session
Point 117 de la liste préliminaire*

PLANIFICATION DES PROGRAMMES

Exécution des programmes de l'Organisation des Nations Unies
pour l'exercice biennal 1994-1995

Rapport du Secrétaire général

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION	1 - 3	3
II. APERÇU GÉNÉRAL DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES	4 - 24	4
III. UTILISATION DES RESSOURCES	25 - 30	10
IV. CONSTATATIONS ET CONCLUSIONS	31 - 46	11
V. EXÉCUTION DES PROGRAMMES, PAR CHAPITRE DU BUDGET-PROGRAMME DE L'EXERCICE BIENNAL 1994-1995**		

Annexes

I. TABLEAU RÉCAPITULATIF DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES DE L'EXERCICE BIENNAL 1994-1995, PAR CHAPITRE DU BUDGET-PROGRAMME ET PRINCIPALE CATÉGORIE D'ACTIVITÉS	17
II. TABLEAU RÉCAPITULATIF DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES DE L'EXERCICE BIENNAL 1994-1995, PAR CHAPITRE DU BUDGET-PROGRAMME ET SOUS- PROGRAMME DÉSIGNÉ COMME PRIORITAIRE DANS LE PLAN À MOYEN TERME	22

* A/51/50.

** Le chapitre V paraîtra ultérieurement sous la cote A/51/128/Add.1.

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	<u>Page</u>
III. TABLEAU RÉCAPITULATIF, PAR CHAPITRE DU BUDGET-PROGRAMME ET PRINCIPALE CATÉGORIE D'ACTIVITÉS, DE L'EXÉCUTION DES PRODUITS PRIORITAIRES POUR L'EXERCICE BIENNAL 1994-1995	24
IV. TABLEAU RÉCAPITULATIF, PAR CHAPITRE DU BUDGET-PROGRAMME ET PRINCIPALE CATÉGORIE D'ACTIVITÉS, DE L'EXÉCUTION DES PRODUITS NON PRIORITAIRES POUR L'EXERCICE BIENNAL 1994-1995	28
V. PRODUITS DONT L'EXÉCUTION A ÉTÉ REPORTÉE À L'EXERCICE BIENNAL 1996-1997, PAR CHAPITRE DU BUDGET-PROGRAMME ET PRINCIPALE CATÉGORIE D'ACTIVITÉS	32
VI. PRODUITS ÉLIMINÉS AU COURS DE L'EXERCICE BIENNAL 1994-1995, PAR CHAPITRE DU BUDGET-PROGRAMME ET PRINCIPALE CATÉGORIE D'ACTIVITÉS	35
VII. PRODUITS AJOUTÉS AU COURS DE L'EXERCICE BIENNAL 1994-1995 À LA DEMANDE DU SECRÉTARIAT, PAR CHAPITRE DU BUDGET-PROGRAMME ET PRINCIPALE CATÉGORIE D'ACTIVITÉS	38
VIII. PRODUITS REPORTÉS DE L'EXERCICE BIENNAL 1992-1993 À L'EXERCICE BIENNAL 1994-1995, PAR CHAPITRE DU BUDGET-PROGRAMME ET PRINCIPALE CATÉGORIE D'ACTIVITÉS	42
IX. BUDGET-PROGRAMME 1994-1995 : ACTIVITÉS N'ABOUTISSANT PAS À L'EXÉCUTION D'UN "PRODUIT FINAL", PAR CHAPITRE ET PRINCIPALE CATÉGORIE D'ACTIVITÉS	45
X. SERVICES CONSULTATIFS FOURNIS AU COURS DE L'EXERCICE BIENNAL 1994-1995	48
XI. STAGES DE FORMATION/SÉMINAIRES/ATELIERS ORGANISÉS AU COURS DE L'EXERCICE BIENNAL 1994-1995	50
XII. PROJETS OPÉRATIONNELS EXÉCUTÉS AU COURS DE L'EXERCICE BIENNAL 1994-1995	52

I. INTRODUCTION

1. Le présent rapport porte sur l'exécution des programmes de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice biennal 1994-1995. En vertu de la résolution 48/218 B de l'Assemblée générale, en date du 29 juillet 1994, c'est le Bureau des services de contrôle interne qui l'a établi conformément aux dispositions de l'article 5 du Règlement régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation [ST/SGB/PPBME Rules/1(1987)]. L'article 5 comporte trois articles, 5.1 à 5.3, et deux règles, 105.1 et 105.2, ayant servi de cadre à l'établissement du présent rapport, qui est le deuxième à être présenté selon les grandes lignes proposées par le Secrétaire général dans son rapport intitulé "Méthodes adoptées pour contrôler l'exécution des programmes de l'Organisation des Nations Unies et pour en rendre compte" (A/46/173). Le premier, qui portait sur l'exercice biennal 1992-1993 (A/49/135 et Corr.1 et Add.1), a été présenté à l'Assemblée générale, à sa quarante-neuvième session, par l'intermédiaire du Comité du programme et de la coordination CPC). Lorsqu'il l'a examiné à sa trente-quatrième session¹, le Comité a dit en apprécier la présentation et la structure améliorées.

2. Quant au fond, le rapport rend compte de toute la gamme des activités que mène l'Organisation, et fait apparaître le degré d'exécution des activités définies dans le budget-programme. Il permet aussi de constater, explications à l'appui, dans quelle mesure les activités programmées ont été modifiées en cours d'exécution, et donne des informations sur les ressources utilisées. On n'a pas cherché à y évaluer la qualité des produits et des services fournis. De même que dans le rapport concernant l'exercice biennal 1992-1993, les renseignements y sont présentés selon quatre catégories distinctes d'activités. La première vise les produits et les services spécifiés et quantifiés dans le budget-programme. La deuxième correspond aux activités que le budget-programme décrit de manière générale, sans guère préciser de quantités. Les activités opérationnelles font l'objet de la troisième catégorie, les services de conférence et l'appui administratif, quatrième catégorie, étant caractérisés par des indicateurs correspondant au volume de travail.

3. Le présent rapport comprend un aperçu général de l'exécution des programmes, un exposé récapitulatif de l'emploi des ressources, des constatations et des conclusions, avec des annexes dans lesquelles on trouvera des tableaux récapitulatifs et l'explication des modifications introduites au cours de l'exercice biennal. Les conclusions constituent une information en retour qui permettra de perfectionner la formulation des programmes et d'en améliorer l'exécution. Le document A/51/128/Add.1, qui comprend le chapitre V du rapport, expose par chapitre du budget-programme les facteurs qui ont eu une incidence sur l'exécution des programmes au cours de l'exercice biennal, et comprend également un bref aperçu des activités d'assistance aux réfugiés menées par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), qui ne se prêtent pas à la présentation normalisée des autres chapitres du budget-programme.

II. APERÇU GÉNÉRAL DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES

4. Par sa résolution 48/231 A du 23 décembre 1993, l'Assemblée générale a adopté un budget-programme pour l'exercice biennal 1994-1995 qui comprenait 6 497 produits finals clairement identifiés, ainsi qu'un certain nombre d'activités diverses ne correspondant pas aux catégories standard de produits énumérées dans la règle 104.4. Cette dernière catégorie se compose des services non classés comme produits et des activités opérationnelles.

5. Les services non classés comme produits sont ceux qui ne sont pas quantifiés dans le budget-programme et qui sont moins facilement "mesurables". Ils n'en sont pas moins indispensables au bon fonctionnement de l'Organisation et il faut donc y affecter des ressources. Cette catégorie recouvre, entre autres activités, les services d'appui aux négociations intergouvernementales, les missions de bons offices, la promotion d'instruments juridiques, la coordination avec des organisations gouvernementales et non gouvernementales et la consultation avec ces organisations. Dans le budget-programme de l'exercice biennal 1994-1995², les services en question figurent sous deux grands intitulés : coopération internationale d'une part, et coordination, harmonisation et liaison de l'autre. Quant aux activités opérationnelles, il s'agit de services consultatifs, de séminaires et d'ateliers de formation, et de projets opérationnels.

6. La plupart des produits clairement identifiés entrent dans l'une des grandes catégories ci-après : services fournis aux organes délibérants, publications, et supports et services d'information, dont relève une grande partie des activités de l'Organisation, en particulier dans les secteurs économique et social. Au cours de l'exercice biennal 1994-1995, ces catégories ont absorbé 62 % des mois de travail d'administrateur dont l'Organisation a disposé pour exécuter son programme de travail. La répartition des produits par grande catégorie est la suivante :

	<u>Nombre</u>	<u>Pourcentage</u>
Services fournis aux organes délibérants	2 699	41
Publications	3 039	47
Supports et services d'information	759	12
Total	6 497	100

7. Sur les 6 497 produits prévus, 4 888 (soit 75,2 %) ont été exécutés au cours de l'exercice. Le taux d'exécution par catégorie est le suivant :

	<u>Pourcentage</u>
Services fournis aux organes délibérants	78
Publications	74
Supports et services d'information	70

8. La catégorie "Services fournis aux organes délibérants" comprend toute la documentation établie à l'intention des organes délibérants et tous les services fournis aux organes intergouvernementaux, y compris les rapports et documents

/...

d'information établis pour les réunions. Les "Publications" comprennent les publications en série et les publications isolées, ainsi que les autres supports techniques ne figurant pas dans le programme de publications de l'Organisation. La plupart des produits entrant dans la catégorie "Supports et services d'information" sont exécutés par le Département de l'information.

9. On trouvera à l'annexe I au présent rapport un tableau récapitulatif de l'exécution des produits finals qui fait ressortir pour chaque chapitre du budget-programme les écarts par rapport aux activités programmées et le nombre de mois de travail d'administrateur consacrés à l'exécution de chaque grande catégorie de produits. On notera que la proportion de produits exécutés et remaniés par rapport au nombre de produits programmés varie d'un chapitre à l'autre. Les pourcentages les plus élevés concernent le Département des opérations de maintien de la paix (100 %), le Département des affaires humanitaires (97 %) et la lutte contre la criminalité (90 %); les plus faibles concernent la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) (42 %), le Département des affaires politiques (53 %), le Centre pour les établissements humains (60 %) et le Département des services d'appui et de gestion pour le développement (65 %). Pour tous les autres chapitres, le taux d'exécution se situe entre 70 et 80 %. Le taux d'exécution très élevé enregistré pour les activités de maintien de la paix et celles de lutte contre la criminalité tient à la place considérable que les services fournis à l'intention des organes délibérants tiennent dans le programme de travail. Par définition, l'exécution de ces produits n'est pas laissée à la discrétion du Secrétariat. Pour ce qui est du Département des affaires humanitaires, le taux d'exécution élevé s'explique en partie par la réduction notable du nombre des publications programmées pour l'exercice biennal 1994-1995 par rapport à 1992-1993.

10. Le faible taux d'exécution enregistré à la CESAO et au Département des affaires politiques tient à la réorganisation et à la restructuration radicales qu'ils ont connues au cours de l'exercice considéré. Les neuf premiers mois de 1994, la CESAO a ainsi été entièrement occupée par une révision en profondeur de son programme de travail et de son organigramme. De plus, elle a connu tout au long de l'exercice le pourcentage de postes vacants le plus élevé de l'Organisation, atteignant en moyenne 30 % des postes d'administrateur dans les divisions organiques. Pour ce qui est du Département des affaires politiques, la fusion en mars 1994 des deux parties du Département ainsi que la rationalisation et l'unification des fonctions qu'elle a entraînées ont fait chuter le taux d'exécution au cours de la première année de l'exercice. Les publications occupant une place importante dans les activités des secteurs économique et social, l'exécution effective des activités de publication a retenti sur le taux d'exécution global dans les services correspondants. On trouvera dans la section V du présent rapport (A/51/128/Add.1) une interprétation des résultats par chapitre du budget-programme.

11. Comme dans les rapports précédents, on a fait le départ entre les produits exécutés comme prévu (col. 2) et ceux qui ont été exécutés après remaniement (col. 3). On considère un produit comme remanié lorsque la description dans le texte explicatif figurant dans le budget-programme en a été modifiée, mais porte toujours sur le même sujet que l'élément de programme dont relevait le produit initial. Plus de la moitié des produits remaniés sont des publications, ce qui

ne saurait surprendre. La plupart des produits remaniés intéressaient la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), qui représentaient ensemble plus des deux tiers des publications remaniées.

12. Les 1 609 produits programmés qui n'ont pas été exécutés ont été reportés (590, soit 9,1 %) ou éliminés (1 019, soit 15,7 %). On considère qu'un produit est reporté, à quelque stade d'exécution qu'il soit, s'il n'a pas été mis à la disposition des utilisateurs directs au cours de l'exercice biennal. Les produits reportés sont pour la plupart des publications (420, soit 71 %), dont 15 % relevant des activités juridiques, et 34 % de la CNUCED et des cinq commissions régionales. Il n'y a là rien d'anormal, ni même de préoccupant, surtout compte tenu du fait que la majeure partie des publications reportées relevant des activités juridiques sont pour l'essentiel prêtes, des raisons d'ordre logistique en ayant fait retarder la parution. Pour ce qui est des produits reportés relevant de la CNUCED et des commissions régionales, ces reports ont été plus que compensés par les publications supplémentaires que l'on a été amené à réaliser pour répondre à des mandats nouveaux, dont la préparation des grandes conférences de 1996. Le calendrier d'exécution du programme de travail de 1994-1995 s'en est naturellement trouvé bouleversé.

13. On a indiqué à l'annexe V les raisons pour lesquelles l'exécution des produits prévus aux différents chapitres du budget-programme avait été reportée. Dans 22 % des cas, le retard est imputable aux problèmes logistiques rencontrés par les services d'impression et de publication. En règle générale, les services de conférence traitent d'abord les rapports destinés aux organes délibérants, puis les publications. On notera que, dans 39 % des cas, le report est attribué à des raisons "autres". En fait, ce pourcentage est excessif car à côté des produits dont le report n'a pu être attribué à une raison précise, cette catégorie comprend tous ceux dont on n'a pas pu déterminer où en était l'exécution, et ce sont les plus nombreux. Ces produits ont tous été considérés comme reportés.

14. Les produits non exécutés qui n'ont pas été reportés ont été éliminés, soit sur décision d'un organe délibérant (52 %) soit sur décision prise par le directeur du programme conformément à la règle 105.2. Les 1 019 produits éliminés au cours de l'exercice biennal 1994-1995 – soit 15,6 % des produits programmés – se répartissaient comme suit :

	<u>Nombre</u>	<u>Pourcentage</u>
Services fournis aux organes délibérants	474	47
Publications	359	35
Supports et services d'information	186	18

15. Les chiffres de l'annexe I montrent qu'une forte proportion des produits éliminés était concentrée dans quelques chapitres et programmes du budget-programme. Dans plus de 80 % des cas, ces produits intéressaient le Département des affaires politiques, le Département de la coordination des politiques et du développement durable, la CNUCED et les cinq commissions régionales.

16. Le fait que l'on élimine un produit en cours d'exercice biennal peut tenir à l'une ou plusieurs des raisons suivantes : le produit faisait partie d'un programme complexe et en pleine évolution, ou dont l'élaboration avait été défectueuse, ou bien les contributions volontaires escomptées ne se sont pas matérialisées. Normalement, les produits qui ne peuvent pas être exécutés sont reportés plutôt qu'éliminés. Certains cependant perdraient toute utilité s'ils étaient reportés. Les produits entrant dans cette catégorie ont été éliminés. On trouvera à l'annexe VI un relevé, par chapitre du budget-programme, des raisons pour lesquelles certains produits ont été éliminés. On constate que dans plus de la moitié des cas, il s'agit soit d'une décision prise par un organe délibérant, soit d'un produit qui n'a pas été demandé par l'organe intergouvernemental à l'intention duquel il avait été inscrit au budget-programme. On note aussi que 11 % des produits éliminés l'ont été pour des raisons ayant trait aux programmes et 16 % parce que les ressources prévues ont fait défaut. Le manque de ressources est une cause d'élimination particulièrement fréquente pour les produits à financement mixte. Il est vrai, dans certains cas, que les méthodes actuelles de prévision des ressources extrabudgétaires ont tendance à entraîner une surprogrammation, qui elle-même explique que le taux d'exécution des programmes se trouve réduit du fait de l'élimination de certains produits.

17. Outre les 6 497 produits programmés qui ont été exécutés, reportés ou éliminés, d'autres, en assez grand nombre, ont été ajoutés au programme et exécutés en cours d'exercice biennal. Ces produits – 1 226 au total – ont été ajoutés soit par des organes intergouvernementaux, soit à l'initiative du Secrétariat. Leur nombre représente 19 % du nombre total des produits programmés initialement pour l'exercice biennal 1994-1995. Ils se répartissent comme suit :

	<u>Organe délibérant</u>	<u>Secrétariat</u>	<u>Total</u>
Services fournis aux organes délibérants	467	147	614
Publications	243	276	519
Supports et services d'information	51	42	93

18. La répartition des produits par grande catégorie est différente selon qu'ils ont été ajoutés par des organes intergouvernementaux ou par le Secrétariat. Les services fournis aux organes délibérants ont représenté 61 % des produits ajoutés en vertu d'une décision d'un organe délibérant, ce qui est a priori un résultat normal de l'activité de ces organes. Il convient cependant de noter que sur les 761 produits ajoutés à la demande des organes délibérants, 64 % ont intéressé la CNUCED, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), la CESAP ou la Commission pour l'Europe (CEE), qui n'avaient programmé que 34 % des produits initialement prévus. Les raisons pour lesquelles le Secrétariat a ajouté 465 produits sont résumées à l'annexe VII, d'où il ressort que près de 90 % de ces produits ont été ajoutés pour des raisons liées aux programmes, c'est-à-dire pour remplacer des produits reportés ou éliminés ou pour mieux réaliser les objectifs de tel ou tel programme.

19. Le taux global d'exécution des sous-programmes prioritaires figure, par chapitre du budget-programme, à l'annexe II. Les pourcentages indiqués dans la dernière colonne montrent que le taux d'exécution moyen de l'ensemble des

sous-programmes prioritaires a été du même ordre que le taux global d'exécution de l'ensemble des chapitres du budget-programme (76 %). Il convient cependant de noter que le taux d'exécution des sous-programmes prioritaires d'un bon nombre de chapitres a été inférieur au taux global d'exécution de ces mêmes chapitres. On notera aussi que les sous-programmes prioritaires ont représenté 36 % des 1 226 produits supplémentaires ajoutés en cours d'exercice biennal par décision des organes délibérants et par le Secrétariat, et 36 % également de tous les produits éliminés ou reportés.

20. Les annexes III et IV contiennent les données, ventilées par chapitre du budget-programme, sur l'exécution des produits finals considérés, respectivement, comme prioritaires et non prioritaires. Le taux d'exécution de 66 % indiqué à l'annexe III s'explique principalement par l'élimination, sur décision d'organes délibérants, de produits – services fournis aux organes délibérants et publications – relevant du Département des affaires politiques. Certaines des réunions programmées ont été annulées à la suite de l'évaluation générale des activités de l'Organisation dans ce domaine. L'annexe IV montre que 68 % des produits non prioritaires ont été exécutés, l'écart par rapport aux prévisions étant dû surtout à l'élimination ou au report de publications. Les produits prioritaires, qui représentaient 18 % des produits programmés pour l'exercice biennal, représentent 25 % des produits reportés ou éliminés, les pourcentages étant respectivement de 6 % et de 8 % pour les produits non prioritaires.

21. L'annexe VIII indique l'état d'avancement des produits d'exercices biennaux antérieurs dont le Secrétaire général avait indiqué dans son rapport sur l'exécution des programmes pour l'exercice biennal 1992-1993 (A/49/135) qu'ils avaient été reportés sur l'exercice biennal 1994-1995. On constate que plus de la moitié des 884 produits ainsi reportés (56 %) ont été exécutés, que 23 % d'entre eux ont été éliminés parce qu'ils étaient périmés et que 181 – des publications surtout – ont à nouveau été différés. On peut s'interroger sur l'intérêt que ces produits pourront encore présenter dans le cadre du programme de l'exercice 1996-1997. Si leur maintien n'est pas à nouveau justifié, il est recommandé de les éliminer.

22. Le tableau 1 ci-après permet de comparer les taux d'exécution des exercices biennaux 1992-1993 et 1994-1995. Pour que la comparaison soit possible, les 884 produits reportés des exercices biennaux antérieurs ont été inclus parmi les produits programmés pour l'exercice biennal 1994-1995 et devant être exécutés au cours de cet exercice. On constate que le taux global d'exécution a été légèrement plus faible en 1994-1995 qu'en 1992-1993 (73 % contre 74 %), la principale raison de ce fléchissement étant l'augmentation du pourcentage de produits éliminés (16,6 % en 1994-1995 contre 11,7 % en 1992-1993). Le taux d'exécution a sensiblement baissé dans le cas des produits prioritaires (66,4 % contre 87,1 %). Le nombre de produits ajoutés à la demande d'organes délibérants a diminué alors que celui des produits ajoutés à l'initiative du Secrétariat a considérablement progressé.

Tableau 1

Données comparatives sur l'exécution des programmes au cours des
 exercices biennaux 1992-1993 et 1994-1995

	1992-1993		1994-1995	
	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage
Produits programmés (y compris les produits reportés)	7 307	100,0	7 381	100,0
Produits exécutés comme prévu initialement	5 160	70,6	5 059	68,5
Produits remaniés	233	3,2	324	4,4
Total des produits exécutés	5 393	73,8	5 383	72,9
Produits reportés	1 057	14,5	771	10,5
Produits éliminés	857	11,7	1 227	16,6
Total des produits non exécutés	1 914	26,2	1 998	27,1
Produits ajoutés au programme :				
À la demande d'un organe délibérant	905	12,4	761	10,3
À la demande des directeurs de programme	264	3,6	465	6,3
Total des produits supplémentaires	1 169	16,0	1 226	16,6
Produits prioritaires		87,1		66,4
Produits non prioritaires		62,0		67,8

23. On trouvera à l'annexe IX, par chapitre du budget-programme, la part relative en mois de travail des activités classées sous les rubriques Coopération internationale et Coordination, harmonisation et liaison. On se rappellera que la plus grande partie des travaux effectués au titre de ces rubriques n'aboutit pas à l'exécution d'un "produit final". On peut mentionner à titre d'exemple l'appui aux négociations intergouvernementales, les missions de bons offices, la promotion des instruments juridiques, ainsi que les activités de coordination avec les organisations gouvernementales et non gouvernementales.

24. Les annexes X, XI et XII se rapportent à diverses activités opérationnelles entreprises par l'Organisation au cours de l'exercice biennal 1994-1995 : services consultatifs (annexe X), séminaires et ateliers de formation (annexe XI) et projets opérationnels (annexe XII). On notera qu'une part relativement importante des services consultatifs et des activités de formation est liée aux travaux de fond de différentes unités administratives du Secrétariat, et s'ajoute aux services et activités de même nature qui relèvent du programme ordinaire de coopération technique. En général, les dépenses correspondantes sont financées à l'aide des crédits inscrits au budget ordinaire et de ressources extrabudgétaires concernant des fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique.

III. UTILISATION DES RESSOURCES

25. Les directeurs de programme ont disposé de 52 029 mois de travail d'administrateur (y compris les consultants) pour l'exécution du programme de travail de l'exercice 1994-1995. On estime que 13 730 mois, soit 26 % du total, ont été financés au moyen de fonds extrabudgétaires. On trouvera ci-dessous la ventilation de ces chiffres par grande catégorie d'activités et par source de financement.

Tableau 2

Répartition par grande catégorie d'activités des mois de travail utilisés au cours de l'exercice 1994-1995

	Budget ordinaire	Pourcentage	Fonds extra-budgétaires	Pourcentage	Total	Pourcentage
Services fournis aux organes délibérants	10 680	28	1 430	10	12 110	23
Publications	11 158	29	2 980	22	14 138	27
Supports et services d'information	5 466	14	769	6	6 235	12
Coopération internationale	3 538	9	1 345	10	4 883	9
Coordination, harmonisation et liaison	2 011	5	611	4	2 622	5
Activités opérationnelles :	5 446	14	6 595	48	12 041	23
a) Services consultatifs	2 104	5	1 841	13	3 945	8
b) Stages de formation, séminaires et ateliers	1 872	5	1 764	13	3 636	7
c) Projets opérationnels	1 470	4	2 990	22	4 460	8
Total	38 299	100	13 730	100	52 029	100

26. Il ressort de ce tableau que 32 483 mois de travail, soit 61 % du total, ont été consacrés à l'exécution d'activités dont le produit final est rangé dans l'une des trois grandes catégories : services fournis aux organes délibérants, publications et services d'information. Il s'agit des activités visées à l'annexe I. Sur ce total, 79 % ont été consacrés à l'exécution des 796 produits désignés comme prioritaires et 3 % à l'exécution des 288 produits considérés comme non prioritaires. Ces chiffres ne sont pas conformes à la part respective des produits prioritaires et des produits non prioritaires dans le total des produits programmés, à savoir 18 % et 6 % respectivement.

27. Les activités menées dans le domaine de la coopération internationale, et de la coordination, de l'harmonisation et de la liaison, qui ne débouchent pas sur un "produit final", ont exigé 7 505 mois de travail, soit 14 % du total. Plus de la moitié de ces mois de travail (62 %) ont été consacrés à des activités du Centre pour les droits de l'homme, du Département des affaires politiques, du Bureau des affaires juridiques, du Département des affaires humanitaires et du Département des opérations de maintien de la paix.

28. Les activités opérationnelles ont occupé le solde des mois de travail utilisés au cours de l'exercice, soit 12 041 (23 %). Il s'agissait essentiellement d'activités menées dans les secteurs économique et social par six départements – la CNUCED, le Centre pour les droits de l'homme, la CESAP, le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat), le PNUE et

le Département des services d'appui et de gestion pour le développement; ensemble, ils ont utilisé 65 % des mois de travail affectés à ces activités.

29. La part des fonds extrabudgétaires dans le financement des activités de l'Organisation s'établit comme suit, par catégorie de produits :

	Pourcentage
Services fournis aux organes délibérants	12
Publications	21
Supports et services d'information	12
Coopération internationale	27
Coordination, harmonisation et liaison	23
Activités opérationnelles	55
Total	26

30. D'après ces chiffres, 52 % des mois de travail financés par des fonds extrabudgétaires ont servi à appuyer des activités fonctionnelles, c'est-à-dire des activités non opérationnelles. Il ressort par ailleurs des annexes III et IV que le nombre de mois de travail financés par des fonds extrabudgétaires représente 13 % des mois de travail affectés à l'exécution des produits prioritaires et 24 % de ceux consacrés à l'exécution des produits non prioritaires. Enfin, les fonds extrabudgétaires ont financé 36 % des mois de travail affectés à l'exécution des produits supplémentaires ajoutés au programme de travail sur l'initiative du Secrétariat (annexe VII).

IV. CONSTATATIONS ET CONCLUSIONS

31. Le rapport sur l'exécution du programme doit être considéré du point de vue, d'une part, des règlements et des règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation, en particulier les dispositions énoncées à l'alinéa d) de la règle 105.1 et, d'autre part, des contraintes liées au degré de précision de la programmation établie dans le budget-programme, à la nécessité de répondre à de multiples exigences nouvelles et à l'obligation d'assurer l'exécution en réformant simultanément les structures et les méthodes de travail par un processus constant de rationalisation et de réorganisation. Malgré ces diverses contraintes, le bilan des réalisations s'avère largement positif du point de vue de la quantité des produits exécutés et des services fournis. En revanche, si l'on tient compte du caractère redondant de nombre des activités exécutées qui sont mentionnées dans le rapport et des doubles emplois qui existent entre elles, les résultats sont plus nuancés.

32. Ainsi, les résultats du contrôle portant sur l'exercice biennal 1994-1995 donnent à penser que les organes délibérants ont souvent été saisis d'une multitude de documents et de rapports qui n'avaient pas d'objet précis, autre que la présentation d'une information générale. Dans bien des cas, les documents soumis aux organes intergouvernementaux reproduisaient des rapports de pays rédigés par des conseillers régionaux, les actes de réunions de groupes

spéciaux d'experts non gouvernementaux, des rapports sur des conférences mondiales qui avaient déjà été publiés sous une autre forme, etc.

33. Il y a la question connexe des publications. Les considérations liées à la pertinence et aux doubles emplois existant dans le programme de publication de l'ONU constituent depuis longtemps des sujets de préoccupation pour le Comité administratif pour les questions administratives et budgétaires. Dans son premier rapport sur le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997³, le Comité consultatif a fait référence à cette question et noté que les préoccupations exprimées il y a 10 ans étaient toujours d'actualité. Les résultats de l'évaluation portant sur le programme de l'exercice 1994-1995 montrent l'ampleur des problèmes soulevés par le Comité, notamment en ce qui concerne les doubles emplois. Après avoir passé en revue, au sein des différents départements, les titres de diverses publications parues au cours de la période considérée, on a constaté que, très souvent, les mêmes informations étaient resservies et reproduites sous des formes diverses dans plusieurs catégories de produits. Par exemple, les réunions de groupes d'experts sont comptées dans les activités exécutées. Or très souvent, les rapports émanant de ces réunions sont présentés ultérieurement à un organe intergouvernemental et recensés comme un produit distinct. Les mêmes rapports sont reproduits par la suite sous forme de publications. Le fait de publier des études sectorielles ou thématiques qui sont ensuite regroupées dans une autre étude ou enquête globale publiée par le même département entraîne d'autres doubles emplois.

34. La situation décrite ci-dessus est due au fait que, au sein d'une unité administrative donnée (bureau ou département), chaque division organique produit sa propre série de publications et de documents pour des organes délibérants, apparemment sans aucune centralisation ou coordination. Le problème est encore aggravé par l'absence de directives et de critères clairement définis que les divers services du Secrétariat appliqueraient pour approuver les textes à publier ou à présenter en tant que documents de base aux organes intergouvernementaux.

35. Un rapport adressé à un organe intergouvernemental est publié soit à la demande de l'organe en question soit à l'initiative du Secrétariat dans le but de porter une question à l'attention de l'entité délibérante et d'obtenir son approbation pour les mesures de suivi proposées par le Secrétariat. Les documents de base se justifient dans la mesure où ils apportent des éléments d'information spécifiques sur les questions à l'étude. De même, pour qu'un document quelconque puisse être publié en tant que publication des Nations Unies, on doit raisonnablement s'attendre à ce qu'il offre des avantages notables pour l'ONU, soit parce qu'il fera mieux connaître son action dans le public, soit parce qu'il présentera une utilité matérielle pour les États Membres de l'Organisation. En tout état de cause, un rapport ou une publication ne devraient jamais faire double emploi avec des textes qui, sur le fond, ont déjà été publiés et sont aisément accessibles. À cet égard, il convient de mentionner le rapport du Secrétaire général sur la politique de l'Organisation en matière de publications qui a été présenté à l'Assemblée générale à sa quarante-huitième session (A/C.5/48/10) et qui énonce un certain nombre de critères à appliquer par le Secrétariat dans le choix des textes à publier. Il ne semble guère que ces critères aient été respectés pour un grand nombre de publications parues.

36. Il ne semble pas non plus qu'une concertation effective se soit instaurée entre les directeurs de programme pour utiliser plus efficacement le processus de programmation et de budgétisation comme un moyen de faire face à des tâches supplémentaires. Des changements dans les activités prescrites ou des exigences nouvelles conduisent fréquemment les responsables à ajuster le programme de travail dans le courant de l'exercice biennal. Or, le plus souvent, ces ajustements ont donné naissance à de nouvelles activités qui sont venues s'ajouter à celles précédemment prescrites. On en trouve une illustration particulièrement évidente dans le grand nombre de rapports et de publications signalés qui ont été ajoutés au programme de l'exercice 1994-1995. Un examen sélectif du titre des documents publiés par divers départements montre qu'il y avait très souvent une latitude et une marge de manoeuvre suffisantes pour intégrer les nouvelles questions dans le programme existant en reformulant le contenu d'une activité connexe en cours ou en recentrant sa définition. C'est vrai en particulier lorsque les objectifs fixés au niveau des sous-programmes présentent un caractère général.

37. Le rapport indique que 181 produits reportés de l'exercice biennal 1992-1993 sont encore une fois différés. Il s'agit, pour près de 73 % d'entre eux, de publications. Le reste comprend des documents et des éléments d'information qui étaient programmés sous la rubrique "Services fournis aux organes délibérants", ainsi que d'autres supports d'information. Leur maintien n'étant pas justifié par ailleurs, il est recommandé d'éliminer ces produits.

38. Étant donné les contraintes financières actuelles, le programme doit être plus focalisé et les travaux regroupés en un nombre plus réduit d'activités qui se renforcent mutuellement. Il faut également tenir compte, au stade de la programmation, des doubles emplois et des complémentarités à l'intérieur d'un programme et par rapport aux autres programmes de l'Organisation. Cela dépend dans une large mesure de la capacité des directeurs de programme à rationaliser la traduction des objectifs définis dans le plan à moyen terme en activités programmées. Cette rationalisation apparaît encore plus indispensable au vu des constatations relatives à la part que les rapports et les publications représentent dans le nombre total des mois de travail utilisés (50 %).

39. Dans un grand nombre de cas, les indications fournies sur les mois de travail utilisés donnent à penser que les ressources ont été largement éparpillées entre de multiples publications et rapports. Il a été signalé par exemple que l'on avait consacré en moyenne deux jours ou une semaine à la production d'une publication. Peut-être ces publications n'auraient-elles pas dû être programmées comme produit distinct à l'origine. Ou alors, autre possibilité, le produit constituait en fait un intrant pour une autre activité. Dans d'autres cas, les activités inscrites au programme de travail pour 1994-1995 ont été morcelées en petits éléments qui semblaient correspondre à la description d'un processus devant aboutir à un produit ou à un service clairement identifiable. Par voie de conséquence, il n'était pas rare que l'on signale un nombre relativement faible de mois de travail effectués pour un nombre important de produits exécutés ou de services fournis.

40. La situation décrite ci-dessus a contribué à réduire la transparence et, partant, l'aptitude à bien contrôler les modifications. À cela est venu s'ajouter un manque de clarté dans la description des activités programmées sous

la rubrique "Coopération internationale, coordination, harmonisation et liaison", où l'on trouve toute une gamme d'activités qui ne semblent pas relever de ces catégories, à savoir les activités intermédiaires, les travaux en cours, la coopération entre les divisions d'un département, etc. De même, les réunions d'experts qui sont convoquées essentiellement pour fournir des avis collectifs au Secrétariat sont trop souvent amalgamées avec les réunions de groupes spéciaux d'experts intergouvernementaux, ce qui gonfle le nombre des activités classées dans la grande rubrique "Services fournis aux organes délibérants".

41. Les problèmes susmentionnés pourraient être en grande partie résolus si l'on accentuait le lien entre les objectifs du plan et du budget, du point de vue tant des programmes que de la structure organisationnelle. Cette idée doit se matérialiser dans la présentation révisée du plan à moyen terme par rapport au budget-programme de 1998-1999 et dans les instructions connexes relatives à l'établissement du budget. Il est indispensable, dans le cadre de ces institutions, de traiter la question du morcellement et des doubles emplois dans les activités programmées, ainsi que celle de la clarté dans la mention des objectifs des sous-programmes à réaliser au cours de l'exercice biennal considéré. Une plus grande clarté aiderait en effet à mieux déterminer l'utilité du travail accompli pour atteindre les objectifs du sous-programme et à évaluer la validité des modifications introduites en cours d'exécution. Mais il existe une solution plus satisfaisante consistant à affiner la définition des principales catégories d'activités et des produits ou services qui s'y rattachent.

42. Malgré les limitations susmentionnées, le présent rapport montre la diversité des activités que l'Organisation a menées durant l'exercice biennal 1994-1995. Pour certaines de ces activités, on a pu indiquer le degré d'exécution, c'est-à-dire le nombre de produits/services réalisés, comparé à celui que prévoyait le budget. Pour d'autres, il a fallu se borner à donner une idée générale de la nature des produits réalisés ou des services fournis ainsi que des ressources correspondantes qui ont été utilisées.

43. Comme dans le passé, le rapport contient des explications et des précisions quantitatives touchant les modifications apportées à l'exécution du programme de travail et les rôles respectifs des organes intergouvernementaux et du Secrétariat à l'égard de ces modifications. Dans bien des cas, celles-ci ont été rendues nécessaires par des ajustements résultant des exercices de restructuration en cours et par l'obligation de s'acquitter de nouveaux mandats. Ceci était particulièrement évident dans le cas du Département des affaires politiques et de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale. Il subsiste, cependant, par rapport aux engagements programmés et à d'autres conclusions, un certain nombre de divergences qui sont difficiles à justifier. La raison pourrait en être des déficiences lors de l'élaboration des programmes concernés ou une faiblesse dans la gestion et l'exécution de ces programmes. Fait plus important, il se pourrait que le contrôle interne et la supervision du programme aient laissé à désirer ou qu'il y ait eu une combinaison de facteurs de cette nature. Ces modifications, qui posent un problème quant au contrôle central de l'exécution, sont les suivantes :

a) Taux d'exécution. Un tableau quantitatif du degré d'exécution fondé sur une comparaison entre les produits réalisés et les engagements énoncés dans

le budget-programme présente un intérêt limité en tant qu'indicateur de performance. Néanmoins, en l'absence de justification valable, un taux d'exécution global inférieur à 70 % donne à craindre que des problèmes ne se posent. Les programmes qui relèvent de cette catégorie sont le Département des services d'appui et de gestion pour le développement et le Centre des Nations Unies pour les établissements humains;

b) Haute priorité. Il n'a pas toujours été possible de comprendre pourquoi des ajustements du programme de travail n'ont pu être opérés pour assurer la réalisation de produits qualifiés de hautement prioritaires. Un problème connexe est celui des sous-programmes qualifiés de hautement prioritaires. Là encore, il n'a pas été possible d'expliquer pourquoi, dans un certain nombre de cas, le taux d'exécution des activités prévues n'a pu être plus élevé. Les programmes dans le cas desquels le taux d'exécution des sous-programmes hautement prioritaires est inférieur à 70 % sont le Centre des Nations Unies pour les établissements humains et le Département de la coordination des politiques et du développement durable. Ceux dans le cas desquels le taux d'exécution de produits hautement prioritaires est inférieur à 70 % sont le Centre du commerce international CNUCED/GATT, la CNUCED, le PNUE et le Centre des Nations Unies pour les établissements humains;

c) Produits ajoutés. Dans certains programmes, un nombre relativement important de produits ont été ajoutés au programme de travail, soit sur l'initiative du Secrétariat, soit par des décisions des organes délibérants. En ce qui concerne les programmes ajoutés à la demande d'organes intergouvernementaux, rien n'indique que des états des incidences sur le budget-programme aient été établis. Si l'on tient compte de l'ensemble des produits ajoutés, le taux d'exécution a atteint un total supérieur à 100 %, sans indication de ressources additionnelles. Les programmes qui ont un taux d'exécution supérieur à 115 % sont le PNUE, le programme relatif à la prévention du crime, la CESAP et le Département des affaires humanitaires;

d) Produits différés ou éliminés. Il y a aussi des cas où un grand nombre de produits ont été différés ou éliminés sans raisons suffisantes. Les programmes dans le cas desquels les produits ainsi différés ou éliminés ont représenté 70 % ou plus du nombre total des produits différés ou éliminés sont le PNUE et le programme relatif à la prévention du crime;

e) Utilisation des ressources. Dans le cas de plusieurs programmes, il s'est avéré difficile de rapprocher le nombre de mois de travail utilisés et le nombre de mois de travail approuvés dans le budget ordinaire, une fois pris en compte les vacances de postes et les besoins en matière d'appui administratif. Si le nombre total de mois de travail utilisés est supérieur à celui des mois de travail mis à la disposition d'un département donné, cela ne peut s'expliquer que par une faiblesse au niveau du contrôle de la gestion ayant conduit à la présentation de rapports inexacts. Les départements dans lesquels le taux d'utilisation des mois de travail est supérieur à 100 % sont le Service de la prévention du crime et de la justice pénale et le Département des affaires humanitaires. Dans le cas du PNUE, les ressources utilisées ont représenté moins de 50 % du nombre de mois de travail disponibles, ce qui pourrait également s'expliquer par des inexacitudes au niveau des rapports, associées à

des faiblesses dans la gestion des programmes. Ce résultat pourrait aussi tenir à une mauvaise utilisation des ressources disponibles.

44. Cela étant, il paraît justifié, eu égard aux conclusions énumérées aux alinéas a), b), c), d) et e) du paragraphe 43 ci-dessus, de procéder à des inspections dans le cas du PNUÉ, du Centre des Nations Unies pour les établissements humains, du Service de la prévention du crime et de la justice pénale, de la CESAP, du Département de la coordination des politiques et du développement durable, du Département des services d'appui et de gestion pour le développement et du Département des affaires humanitaires. Il y a lieu de noter que dans le cas de tous ces services ou départements, à l'exception de la CESAP, des problèmes au niveau de l'exécution ou des rapports ont déjà été signalés dans le rapport sur l'exécution des programmes pour l'exercice biennal 1992-1993.

45. D'une manière générale, il ressort du rapport que toute amélioration sensible de la qualité du contrôle et des rapports dépendra de la volonté résolue manifestée par les directeurs de programmes d'intégrer pleinement le contrôle et l'évaluation à leurs pratiques de gestion. La qualité des rapports présentés aux fins de l'examen de l'exécution des programmes pour l'exercice biennal 1994-1995 montre clairement que de nombreux départements et bureaux n'attachent pas une importance suffisante au contrôle, et qu'il n'existe pas de mécanisme de coordination ou de gestion pour recueillir et analyser régulièrement des informations sur les progrès réalisés et les résultats obtenus dans le cadre des divers programmes et activités. Dans de nombreux départements, il n'y a pas, au bureau du chef, de responsable de la planification et de la coordination chargé de fournir des informations coordonnées sur les succès remportés et les échecs, de veiller à la cohérence des stratégies appliquées et de réduire les chevauchements d'activités de manière à améliorer la gestion d'ensemble des activités.

46. Dans le cadre de ses travaux de vérification, d'inspection et d'évaluation, le Bureau des services de contrôle interne continuera à mettre l'accent sur l'importance de mécanismes et de systèmes adéquats de contrôle des programmes au niveau des départements. Il veillera à ce que des mécanismes de ce type soient mis en place dans les divers services de l'Organisation et utilisés comme instruments de gestion. Cette question a été examinée de façon plus détaillée dans le rapport du Bureau des services de contrôle interne intitulé "Meilleure application des conclusions des évaluations lors de la conception et de l'exécution des programmes et dans les directives de politique générale" (A/51/88, annexe).

Notes

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-neuvième session, Supplément No 16 (A/49/16).

² Ibid., quarante-huitième session, Supplément No 6 (A/48/6/Rev.1), vol. I et II.

³ Ibid., cinquantième session, Supplément No 7 (A/50/7).

Annexe I

TABLEAU RÉCAPITULATIF DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES DE L'EXERCICE BIENNAL 1994-1995, PAR CHAPITRE DU BUDGET-PROGRAMME ET PRINCIPALE CATÉGORIE D'ACTIVITÉS

Chapitre	Écarts par rapport au programme										Mois de travail utilisés	
	Produits programmés (1)	Produits exécutés (2)	Produits remaniés (3)	Produits reportés (4)	Produits éliminés (5)	Produits ajoutés		Budget ordinaire	Fonds extra-budgetaires	Total*		
						À la demande d'un organe délibérant (6)	Sur l'initiative du Secrétariat (7)					
3. Affaires politiques												
Services fournis aux organes délibérants	452	250	26	14	162	10	1	1 817	11	1 828 (A) 9 (C)		
Publications	115	79		28	8		1	250	5	255 (A) 28 (C)		
Supports et services d'information	191	45		2	144		1	386	4	390 (A) (C)		
Total, chapitre 3	758	374	26	44	314	10	3	2 454	20	2 474 (A) 37 (C)		
4. Opérations de maintien de la paix et missions spéciales												
Services fournis aux organes délibérants	129	129						64	84	148 (A) (C)		
Total, chapitre 4	129	129						64	84	148 (A) (C)		
7. Activités juridiques												
Services fournis aux organes délibérants	111	88		4	19	18		643	4	647 (A) (C)		
Publications	177	106		63	8	1		389	12	401 (A) (C)		
Supports et services d'information	15	15						38		38 (A) (C)		
Total, chapitre 7	303	209		67	27	19		1 071	16	1 087 (A) 1 (C)		
8. Département de la coordination des politiques et du développement durable												
Services fournis aux organes délibérants	332	277	6	29	20	31	13	1 438	353	1 792 (A) 92 (C)		
Publications	154	84	8	26	36		26	209	54	264 (A) 74 (C)		
Supports et services d'information	42	19		15	8		7	52	4	51 (A) 3 (C)		
Total, chapitre 8	528	380	14	70	64	31	46	1 695	411	2 107 (A) 169 (C)		

Chapitre	Écartis par rapport au programme										Mois de travail utilisés	
	Produits programmés (1)	Produits exécutés (2)	Produits remaniés (3)	Produits reportés (4)	Produits éliminés (5)	Produits ajoutés		Budget ordinaire	Fonds extra-budgétaires	Total*		
						À la demande d'un organe délibérant (6)	Sur l'initiative du Secrétariat (7)					
9. Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques												
Services fournis aux organes délibérants	87	60	8	3	16	12	2	966	17	983 (A)	32 (C)	
Publications	175	150	6	12	7	1	5	1 457	130	1 587 (A)	144 (C)	
Total, chapitre 9	262	210	14	15	23	13	7	2 423	147	2 570 (A)	176 (C)	
10. Département des services d'appui et de gestion pour le développement												
Services fournis aux organes délibérants	12	9		3		11	8	108	3	111 (A)	19 (C)	
Publications	59	30	7	19	3		4	204	13	217 (A)	43 (C)	
Total, chapitre 10	71	39	7	22	3	11	12	312	16	328 (A)	62 (C)	
11A. Conférences des Nations Unies sur le commerce et le développement												
Services fournis aux organes délibérants	233	162	25	27	19	54	10	1 439	40	1 480 (A)	71 (C)	
Publications	401	274	31	43	53	25	46	1 739	51	1 790 (A)	216 (C)	
Supports et services d'information	69	40	29			1		91	4	95 (A)	24 (C)	
Total, chapitre 11A	703	476	85	70	72	80	56	3 270	95	3 365 (A)	311 (C)	
11B. Centre du commerce international CNUCED/GATT												
Publications	121	87		17	17		24	191	110	301 (A)	38 (C)	
Supports et services d'information							1	1		1 (A)	(C)	
Total, chapitre 11B	121	87		17	17		25	192	110	302 (A)	38 (C)	
12A. Programme des Nations Unies pour l'environnement												
Services fournis aux organes délibérants	7	6		1		94	46	2	172	174 (A)	51 (C)	
Publications	194	136	3	48	7	79	59	8	464	473 (A)	441 (C)	
Supports et services d'information	88	71	6	11		39	18	10	262	273 (A)	164 (C)	
Total, chapitre 12A	289	213	9	60	7	212	123	21	899	921 (A)	657 (C)	

Chapitre	Écartis par rapport au programme							Mois de travail utilisés	
	Produits programmés exécutés (1) (2)	Produits remaniés (3)	Produits reportés (4) (5)	Produits ajoutés		Budget ordinaire	Fonds extra-budgétaires	Total*	
				À la demande d'un organe délibérant (6)	Sur l'initiative du Secrétariat (7)				
12B. Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)									
Services fournis aux organes délibérants	43	28	1	3	11	5	2	208	76 84 (A) 84 (C)
Publications	54	25	1	19	9	1	5	410	91 144 (A) 144 (C)
Supports et services d'information	45	28	3	4	10		11	129	132 (A) 70 (C)
Total, chapitre 12B	142	81	5	26	30	6	18	747	299 298 (A) 298 (C)
13. Lutte contre la criminalité									
Services fournis aux organes délibérants	42	33	3	5	1	23		111	9 12 (A) 22 (C)
Publications	30	16	12	2				56	4 60 (A) (C)
Supports et services d'information	9	7	2			1		8	2 10 (A) (C)
Total, chapitre 13	81	56	17	7	1	24		175 10	15 12 (A) 22 (C)
14. Contrôle international des drogues									
Services fournis aux organes délibérants	77	68	1	3	5	3		392	24 2 (A) 2 (C)
Publications	81	54	4	9	14	2	12	110	19 129 (A) (C)
Supports et services d'information	19	18		1			2	23	10 33 (A) (C)
Total, chapitre 14	177	140	5	13	19	5	14	525 2	54 579 (A) 2 (C)
15. Commission économique pour l'Afrique									
Services fournis aux organes délibérants	174	146	3	17	8	8	24	708	42 23 (A) 43 (C)
Publications	281	245	2	25	9	10	32	1 184	66 1 251 (A) 76 (C)
Supports et services d'information	17	14	2		1			33	16 33 (A) (C)
Total, chapitre 15	472	405	7	42	18	18	56	1 926 79	108 40 (A) 119 (C)

Chapitre	Écartis par rapport au programme										Mois de travail utilisés	
	Produits programmés (1)	Produits exécutés (2)	Produits remanés (3)	Produits reportés (4)	Produits éliminés (5)	Produits ajoutés		Budget ordinaire	Fonds extra-budgétaires	Total*		
						A la demande d'un organe délibérant (6)	Sur l'initiative du Secrétariat (7)					
16. Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique												
Services fournis aux organes délibérants	89	51	10	4	24	57	22	430	87	517 (A)		
Publications	397	255	69	32	41	87	36	788	322	1 111 (A)		
Supports et services d'information	4	2	1	1	1	1	2	2	2	4 (A)		
Total, chapitre 16	490	308	79	37	66	144	58	1 221	412	1 633 (A)		
								50	463	513 (C)		
17. Commission économique pour l'Europe												
Services fournis aux organes délibérants	509	386	19	6	98	43	9	1 401	32	1 433 (A)		
Publications	195	121	2	23	49	9	6	337	32	369 (A)		
Supports et services d'information	24	20	2	2	2	1	25	24	5	29 (C)		
								25		25 (A)		
Total, chapitre 17	728	527	21	31	149	53	15	1 763	64	1 827 (A)		
								62	7	69 (C)		
18. Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes												
Services fournis aux organes délibérants	77	54	3	3	20	200	21	200	21	221 (A)		
Publications	251	225	8	18	1	1	2	1 993	122	2 115 (A)		
Supports et services d'information	60	58	2	2	2	58	3	9	31	40 (C)		
Total, chapitre 18	388	337	11	40	2	2 252	146	9	37	2 398 (A)		
										46 (C)		
19. Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale												
Services fournis aux organes délibérants	69	18	3	4	44	12	1	140	10	151 (A)		
Publications	131	51	14	10	56	27	5	498	54	552 (A)		
Supports et services d'information	5	5	1	4	4	5	4	42	17	59 (C)		
								4		4 (A)		
Total, chapitre 19	205	69	18	14	104	44	6	642	64	707 (A)		
								48	30	79 (C)		

Chapitre	Écart par rapport au programme										Mois de travail utilisés	
	Produits programmés (1)	Produits exécutés (2)	Produits remanés (3)	Produits reportés (4)	Produits éliminés (5)	Produits ajoutés		Budget ordinaire	Fonds extra-budgétaires	Total*		
						À la demande d'un organe délibérant (6)	Sur l'initiative du Secrétariat (7)					
21. Droits de l'homme												
Services fournis aux organes délibérants	234	200	4	3	27	70	9	270	77	347 (A) 1 (C)		
Publications	88	42		24	22			73	3	76 (A) 24 (C)		
Supports et services d'information	4	4						15	20	15 (A) (C)		
Total, chapitre 21	326	246	4	27	49	70	9	358	80	439 (A) 25 (C)		
23. Département des affaires humanitaires												
Services fournis aux organes délibérants	11	11				16		49	5	54 (A) (C)		
Publications	18	18						74	96	74 (A) 96 (C)		
Supports et services d'information	14	13			1			99	31	130 (A) 17 (C)		
Total, chapitre 23	43	42	4	27	1	16	9	222	36	258 (A) 113 (C)		
24. Information												
Services fournis aux organes délibérants	11	11						31		31 (A) (C)		
Publications	117	101	2	12	2		13	674	15	690 (A) 79 (C)		
Supports et services d'information	153	124	11	5	13	4	2	3 397	24	3 421 (A) 1 105 (C)		
Total, chapitre 24	281	236	13	17	15	4	15	4 102	39	4 142 (A) 1 184 (C)		
TOUS CHAPITRES												
Services fournis aux organes délibérants	2 699	1 987	109	129	474	467	147	10 421	1 071	11 493 (A) 619 (C)		
Publications	3 039	2 099	161	420	359	243	276	10 648	1 570	12 219 (A) 1 921 (C)		
Supports et services d'information	759	478	54	41	186	51	42	4 371	479	4 850 (A) 1 385 (C)		
TOTAL	6 497	4 564	324	590	1 019	761	465	25 441	3 121	28 562 (A) 3 926 (C)		

* (A) = administrateur
(C) = consultant

Annexe II

TABLEAU RÉCAPITULATIF DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES DE L'EXERCICE BIENNAL 1994-1995, PAR CHAPITRE DU BUDGET-PROGRAMME ET SOUS-PROGRAMME DÉSIGNÉ COMME PRIORITAIRE DANS LE PLAN À MOYEN TERME

Chapitre	Ecart par rapport aux programmes										Taux d'exécution (pourcentage)
	Produits programmés (1)	Produits exécutés (2)	Produits remaniés (3)	Produits reportés (4)	Produits éliminés (5)	Produits ajoutés			Taux d'exécution (pourcentage)		
						À la demande d'un organe délibérant (6)	Sur l'initiative du Secrétariat (7)				
3. Affaires politiques											
Sous-programmes prioritaires	189	32			157						16,9
Total, chapitre 3	758	374	26	44	314	10	3				52,7
8. Département de la coordination des politiques et du développement durable											
Sous-programmes prioritaires	43	24	2	2	15		5				60,4
Total, chapitre 8	528	380	14	70	64	31	46				74,6
9. Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques											
Sous-programmes prioritaires	128	94	6	11	17	11	2				78,1
Total, chapitre 9	262	210	14	15	23	13	7				85,4
11A. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement											
Sous-programmes prioritaires	381	252	58	39	32	57	36				81,3
Total, chapitre 11A	703	476	85	70	72	80	56				79,8
12B. Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)											
Sous-programmes prioritaires	17	9	5	5	3						52,9
Total, chapitre 12B	142	81	5	26	30	6	18				60,5
13. Lutte contre la criminalité											
Sous-programmes prioritaires	34	19	12	3		17					91,1
Total, chapitre 13	81	56	17	7	1	24					90,1
14. Contrôle international des drogues											
Sous-programmes prioritaires	53	49	1	3							94,3
Total, chapitre 14	177	140	5	13	19	5	14				81,9

Chapitre	Écart par rapport aux programmes							Taux d'exécution (pourcentage)
	Produits programmes (1)	Produits exécutés (2)	Produits remaniés (3)	Produits reportés (4)	Produits éliminés (5)	Produits ajoutés		
						À la demande d'un organe délibérant (6)	Sur l'initiative du Secrétariat (7)	
15. Commission économique pour l'Afrique								
Sous-programmes prioritaires	248	206	3	32	7	8	38	84,2
Total, chapitre 15	472	405	7	42	18	18	56	87,2
16. Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique								
Sous-programmes prioritaires	392	229	73	31	59	133	52	77,0
Total, chapitre 16	490	308	79	37	66	144	58	78,9
17. Commission économique pour l'Europe								
Sous-programmes prioritaires	479	337	10	15	117	37	13	72,4
Total, chapitre 17	728	527	21	31	149	53	15	75,2
18. Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes								
Sous-programmes prioritaires	17	14			3			82,3
Total, chapitre 18	388	337		11	40	1	2	86,8
21. Droits de l'homme								
Sous-programmes prioritaires	199	191		8		6		95,9
Total, chapitre 21	326	246	4	27	49	70	9	76,6
23. Département des affaires humanitaires								
Sous-programmes prioritaires	15	15				16		100,0
Total, chapitre 23	43	42			1	16		97,6
24. Information								
Sous-programmes prioritaires	199	160	12	14	13		12	86,4
Total, chapitre 24	281	236	13	17	15	4	15	88,6
TOTAL, SOUS-PROGRAMMES PRIORITAIRES	2 394	1 631	177	163	423	285	158	75,5

Annexe III

TABLEAU RÉCAPITULATIF, PAR CHAPITRE DU BUDGET-PROGRAMME ET PRINCIPALE CATÉGORIE D'ACTIVITÉS,
 DE L'EXÉCUTION DES PRODUITS PRIORITAIRES POUR L'EXERCICE BIENNAL 1994-1995

Chapitre	Prévus (1)	Exécutés (2)	Écarts par rapport au programme		Mois de travail utilisés		Total
			Remaniés (3)	Reportés (4)	Éliminés (5)	Budget ordinaire	
3. Affaires politiques							
Services fournis aux organes délibérants	183	50		2	131	796	796 (A) (C)
Publications	1				1		(A) (C)
Supports et services d'information	169	26			143	90	90 (A) (C)
Total, chapitre 3	353	76		2	275	886	886 (A) (C)
7. Activités juridiques							
Services fournis aux organes délibérants	19	14		1	4	67	67 (A) (C)
Publications	7	6		1		24	24 (A) (C)
Total, chapitre 7	26	20		2	4	91	91 (A) (C)
8. Département de la coordination des politiques et du développement durable							
Services fournis aux organes délibérants	32	25	2	2	3	127	133 (A) 6 1 (C)
Publications	28	19		2	7	13 6	13 (A) 6 (C)
Total, chapitre 8	60	44	2	4	10	140	146 (A) 7 7 (C)
9. Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques							
Services fournis aux organes délibérants	5	4			1	84	84 (A) 2 (C)
Publications	2	1			1	24	56 (A) 24 (C)
Total, chapitre 9	7	5			2	108 2	140 (A) 26 (C)

Chapitre	Écarts par rapport au programme				Mois de travail utilisés			
	Prévus (1)	Exécutés (2)	Remaniés (3)	Reportés (4)	Éliminés (5)	Budget ordinaire	Fonds extra-budgetaires	Total
11A. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement								
Services fournis aux organes délibérants	2	1			1	6		6 (A) (C)
Publications	16	9	1		6	36	1	37 (A) (C)
Total, chapitre 11A	18	10	1		7	42	1	43 (A) (C)
11B. Centre du commerce international CNUCED/GATT								
Publications	12	6		6		50	5	56 (A) (C)
Total, chapitre 11B	12	6		6		50	5	56 (A) (C)
12A. Programme des Nations Unies pour l'environnement								
Publications	42	22	1	16	3		49	49 (A) 48 (C)
Supports et services d'information	20	13	4	3			30	30 (A) 7 (C)
Total, chapitre 12A	62	35	5	19	3		79	79 (A) 55 (C)
12B. Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)								
Services fournis aux organes délibérants	4	4				30	20	50 (A) 2 (C)
Publications	14	4	1	8	1	132	20	152 (A) 55 (C)
Total, chapitre 12B	18	8	1	8	1	162	40	202 (A) 57 (C)
13. Lutte contre la criminalité								
Services fournis aux organes délibérants	23	20		2	1	41	4	41 (A) 8 (C)
Total, chapitre 13	23	20		2	1	41	4	41 (A) 8 (C)
14. Contrôle international des drogues								
Services fournis aux organes délibérants	29	28	1			125	6	131 (A) 2 (C)
Total, chapitre 14	29	28	1			125	6	131 (A) 2 (C)

Chapitre	Écarts par rapport au programme				Mois de travail utilisés			
	Prévus (1)	Exécutés (2)	Remaniés (3)	Reportés (4)	Éliminés (5)	Budget ordinaire	Fonds extra- budgétaires	Total
15. Commission économique pour l'Afrique								
Services fournis aux organes délibérants	76	66	1	4	5	361	12	361 (A) 26 (C)
Publications	50	47		2	1	315	13	328 (A) 22 (C)
Supports et services d'information	5	4			1	5		5 (A) (C)
Total, chapitre 15	131	117	1	6	7	681	13	694 (A) 48 (C)
16. Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique								
Services fournis aux organes délibérants	76	42	9	1	24	319	33	353 (A) 63 (C)
Publications	93	41	47	3	2	144	33	177 (A) 43 (C)
Total, chapitre 16	169	83	56	4	26	463	67	530 (A) 106 (C)
17. Commission économique pour l'Europe								
Services fournis aux organes délibérants	35	32	2	1		101	4	105 (A) (C)
Publications	6	6				26	6	32 (A) 8 (C)
Total, chapitre 17	41	38	2	1		127	10	137 (A) 8 (C)
18. Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes								
Services fournis aux organes délibérants	2	2				5	3	8 (A) (C)
Publications	44	44				331	29	360 (A) 13 (C)
Total, chapitre 18	46	46				336	32	368 (A) 13 (C)
19. Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale								
Services fournis aux organes délibérants	6	1		1	4	10	2	12 (A) 9 (C)
Publications	14	10	2		2	81	8	89 (A) 11 (C)
Total, chapitre 19	20	11	2	1	6	91	10	102 (A) 20 (C)

Chapitre	Écarts par rapport au programme					Mois de travail utilisés		
	Prévus (1)	Exécutés (2)	Remaniés (3)	Reportés (4)	Éliminés (5)	Budget ordinaire	Fonds extra- budgétaires	Total
21. Droits de l'homme								
Services fournis aux organes délibérants	164	164				143 1	27	170 (A) 1 (C)
Total, chapitre 21	164	164				143 1	27	170 (A) 1 (C)
23. Département des affaires humanitaires								
Supports et services d'information	2	2				9	6	15 (A) (C)
Total, chapitre 23	2	2				9	6	15 (A) (C)
24. Information								
Publications	4	1	1	1	1	20 4		20 (A) 4 (C)
Supports et services d'information	13	10			3	292 9		292 (A) 9 (C)
Total, chapitre 24	17	11	1	1	4	312 13		312 (A) 13 (C)
TOUS CHAPITRES								
Services fournis aux organes délibérants	656	453	15	14	174	2 217 33	102 81	2 320 (A) 115 (C)
Publications	333	216	53	39	25	1 196 48	197 186	1 394 (A) 234 (C)
Supports et services d'information	209	55	4	3	147	396 9	36 7	433 (A) 16 (C)
TOTAL	1 198	724	72	56	346	3 810 91	336 274	4 147 (A) 365 (C)

Annexe IV

TABLEAU RÉCAPITULATIF, PAR CHAPITRE DU BUDGET-PROGRAMME ET PRINCIPALE CATÉGORIE D'ACTIVITÉS,
 DE L'EXÉCUTION DES PRODUITS NON PRIORITAIRES POUR L'EXERCICE BIENNAL 1994-1995

Chapitre	Prévus (1)	Exécutés (2)	Écarts par rapport au programme			Mois de travail utilisés		Total
			Remaniés (3)	Reportés (4)	Éliminés (5)	Budget ordinaire	Fonds extra- budgétaires	
3. Affaires politiques								
Supports et services d'information	1	1				9		9 (A) (C)
Total, chapitre 3	1	1				9		9 (A) (C)
7. Activités juridiques								
Publications	100	60		39	1	122		122 (A) (C)
Total, chapitre 7	100	60		39	1	122		122 (A) (C)
8. Département de la coordination des politiques et du développement durable								
Publications	13	10	3			4	12	16 (A) (C)
Supports et services d'information	6	1		5		3		3 (A) (C)
Total, chapitre 8	19	11	3	5		7	12	19 (A) (C)
9. Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques								
Publications	14	11		1	2	94 12	24	118 (A) 12 (C)
Total, chapitre 9	14	11		1	2	94 12	24	118 (A) 12 (C)
11A. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement								
Publications	10	5	1	1	3	25	3	25 (A) 3 (C)
Supports et services d'information	1	1				4		4 (A) (C)
Total, chapitre 11A	11	6	1	1	3	29	3	29 (A) 3 (C)

Chapitre	Prévus (1)	Exécutés (2)	Écarts par rapport au programme			Mois de travail utilisés		Total
			Remaniés (3)	Reportés (4)	Éliminés (5)	Budget ordinaire	Fonds extra- budgétaires	
11B. Centre du commercial international CNUCED/GATT								
Publications	32	23		4	5	7	6	13 (A) 9 (C)
Total, chapitre 11B	32	23		4	5	7	6	13 (A) 9 (C)
12A. Programme des Nations Unies pour l'environnement								
Publications	25	18	1	5	1		41	41 (A) 35 (C)
Supports et services d'information	10	7		3			22	22 (A) 13 (C)
Total, chapitre 12A	35	25	1	8	1		63	63 (A) 48 (C)
12B. Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)								
Publications	7	3		2	2	54	30	54 (A) 30 (C)
Total, chapitre 12B	7	3		2	2	54	30	54 (A) 30 (C)
13. Lutte contre la criminalité								
Supports et services d'information	3	1	2			3		3 (A) (C)
Total, chapitre 13	3	1	2			3		3 (A) (C)
14. Contrôle international des drogues								
Supports et services d'information	6	6				12	1	13 (A) (C)
Total, chapitre 14	6	6				12	1	13 (A) (C)
15. Commission économique pour l'Afrique								
Services fournis aux organes délibérants	1	1				3		3 (A) (C)
Publications	30	23	1	2	4	102	5	107 (A) 13 (C)
Supports et services d'information	1	1				3	3	3 (A) (C)
Total, chapitre 15	32	25	1	2	4	108	5	113 (A) 13 (C)

Chapitre	Écarts par rapport au programme					Mois de travail utilisés		
	Prévus (1)	Exécutés (2)	Remaniés (3)	Reportés (4)	Éliminés (5)	Budget ordinaire	Fonds extra- budgétaires	Total
16. Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique								
Publications	52	33	3	5	11	103	18	122 (A)
Supports et services d'information	4	2		1	1	6	20	26 (C)
						2	2	4 (A)
								4 (C)
Total, chapitre 16	56	35	3	6	12	106	20	126 (A)
						6	20	27 (C)
17. Commission économique pour l'Europe								
Services offerts aux organes délibérants	14	12	2			29		29 (A)
Supports et services d'information	8	6		2		1		1 (A)
								1 (C)
Total, chapitre 17	22	18	2	2		30		30 (A)
								9 (C)
18. Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes								
Publications	26	23		1	2	172	12	184 (A)
Total, chapitre 18	26	23		1	2	172	12	184 (A)
							9	9 (C)
19. Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale								
Services offerts aux organes délibérants	1	1				3		3 (A)
Publications	5			1	4	2	2	4 (A)
								4 (C)
Total, chapitre 19	6	1		1	4	5	2	8 (A)
								9 (C)
21. Droits de l'homme								
Services fournis aux organes délibérants	34	13	1		20	7	2	9 (A)
Publications	9	1		2	6			9 (C)
								4 (A)
								4 (C)
Total, chapitre 21	43	14	1	2	26	7	2	9 (A)
								9 (C)

Chapitre	Écarts par rapport au programme					Mois de travail utilisés		
	Prévus (1)	Exécutés (2)	Remaniés (3)	Reportés (4)	Éliminés (5)	Budget ordinaire	Fonds extra- budgétaires	Total
23. Département des affaires humanitaires								
Supports et services d'information	2	2				3		3 (A) (C)
Total, chapitre 23	2	2				3		3 (A) (C)
24. Information								
Supports et services d'information	10	9		1		34		34 (A) (C)
Total, chapitre 24	10	9		1		34		34 (A) (C)
TOUS CHAPITRES								
Services fournis aux organes délibérants	50	27	3		20	42	2	45 (A) (C)
Publications	323	210	9	63	41	687	120	808 (A) 138 (C)
Supports et services d'information	52	37	2	11	2	75	25	100 (A) 13 (C)
TOTAL	425	274	14	74	63	804	148	953 (A) 151 (C)

Annexe V

PRODUITS DONT L'EXÉCUTION A ÉTÉ REPORTÉE À L'EXERCICE BIENNAL 1996-1997, PAR CHAPITRE DU BUDGET-PROGRAMME
 ET PRINCIPALE CATÉGORIE D'ACTIVITÉS

Chapitre	Nombre des produits reportés	Décision d'un organe délibérant	Resources insuffisantes par rapport aux prévisions	Justification		
				Raisons tenant au programme ^a	Considérations d'ordre logistique ^b	Raisons diverses
3. Affaires politiques						
Services fournis aux organes délibérants	14					14
Publications	28		10	2	6	10
Supports et services d'information	2					2
Total, chapitre 3	44		10	2	6	26
7. Activités juridiques						
Services fournis aux organes délibérants	4	1	2	1		
Publications	63		16	3	44	
Total, chapitre 7	67	1	18	4	44	
8. Département de la coordination des politiques et du développement durable						
Services fournis aux organes délibérants	29	12	2	1		16
Publications	26	3		3	15	3
Supports et services d'information	15				2	13
Total, chapitre 8	70	15	2	4	17	32
9. Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques						
Services fournis aux organes délibérants	3		3	3	2	2
Publications	12		5			
Total, chapitre 9	15		8	3	2	2
10. Département des services d'appui et de gestion pour le développement						
Services fournis aux organes délibérants	3		1	2	1	1
Publications	19		2		12	3
Total, chapitre 10	22		3	2	13	4
11A. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement						
Services fournis aux organes délibérants	27	2	2	2	6	21
Publications	43	2	22	4		9
Total, chapitre 11A	70	4	24	6	6	30

Chapitre	Nombre des produits reportés	Décision d'un organe délibérant	Ressources insuffisantes par rapport aux prévisions	Justification		
				Raisons tenant au programme ^a	Considérations d'ordre logistique ^b	Raisons diverses
11B. Centre du commerce international CNUCED/GATT						
Publications	17		11	2	1	3
Total, chapitre 11B	17		11	2	1	3
12A. Programme des Nations Unies pour l'environnement						
Services fournis aux organes délibérants	1			1		
Publications	48		3		1	44
Supports et services d'information	11		2		3	6
Total, chapitre 12A	60		5	1	4	50
12B. Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)						
Services fournis aux organes délibérants	3		1	1		1
Publications	19		4	7	5	3
Supports et services d'information	4		3	1		
Total, chapitre 12B	26		8	9	5	4
13. Lutte contre la criminalité						
Services fournis aux organes délibérants	5		1			5
Publications	2					1
Total, chapitre 13	7		1			6
14. Contrôle international des drogues						
Services fournis aux organes délibérants	3			1	2	
Publications	9			5	4	
Supports et services d'information	1					1
Total, chapitre 14	13			6	6	1
15. Commission économique pour l'Afrique						
Services fournis aux organes délibérants	17		5	1		11
Publications	25		9	1		15
Total, chapitre 15	42		14	2		26
16. Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique						
Services fournis aux organes délibérants	4			1		3
Publications	32	1	9	10	2	10
Supports et services d'information	1					1
Total, chapitre 16	37	1	9	11	2	14

Chapitre	Justification					
	Nombre des produits reportés	Décision d'un organe délibérant	Ressources insuffisantes par rapport aux prévisions	Raisons tenant au programme ^a	Considérations d'ordre logistique ^b	Raisons diverses
17. Commission économique pour l'Europe						
Services fournis aux organes délibérants	6		1	2	2	1
Publications	23	4	5		10	4
Supports et services d'information	2		2			
Total, chapitre 17	31	4	8	2	12	5
18. Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes						
Services fournis aux organes délibérants	3				1	2
Publications	8				7	1
Total, chapitre 18	11				8	3
19. Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale						
Services fournis aux organes délibérants	4		1	1	1	1
Publications	10		2	1	3	4
Total, chapitre 19	14		3	2	4	5
21. Droits de l'homme						
Services fournis aux organes délibérants	3					3
Publications	24		9	3	2	10
Total, chapitre 21	27		9	3	2	13
24. Information						
Publications	12		2	3		7
Supports et services d'information	5		1	4		
Total, chapitre 24	17		3	7		7
TOUS CHAPITRES						
Services fournis aux organes délibérants	129	15	16	12	7	79
Publications	420	10	112	49	120	129
Supports et services d'information	41		8	5	5	23
TOTAL	590	25	136	66	132	231

^a Produits reportés en raison d'un transfert de ressources en vue de l'exécution de produits ajoutés ultérieurement à la demande des organes délibérants ou du Secrétariat.

^b Produits achevés quant au fond et pour lesquels des retards sont enregistrés au niveau de l'impression ou du traitement final.

PRODUITS ÉLIMINÉS AU COURS DE L'EXERCICE BIENNAL 1994-1995, PAR CHAPITRE DU BUDGET-PROGRAMME
ET PRINCIPALE CATEGORIE D'ACTIVITÉS

Chapitre	Nombre des produits éliminés	Décision d'un organe délibérant	Justification			Raisons diverses
			Produits dépassés ou d'une utilité marginale	Ressources insuffisantes ^a		
3. Affaires politiques						
Services fournis aux organes délibérants	162	136	22			4
Publications	8	2			6	
Supports et services d'information	144	143	1			
Total, chapitre 3	314	281	23		6	4
7. Activités juridiques						
Services fournis aux organes délibérants	19	4	10			5
Publications	8		1			7
Total, chapitre 7	27	4	11			12
8. Département de la coordination des politiques et du développement durable						
Services fournis aux organes délibérants	20	9	3		5	3
Publications	36	1	8		14	13
Supports et services d'information	8		1		5	2
Total, chapitre 8	64	10	12		24	18
9. Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques						
Services fournis aux organes délibérants	16	2	4		2	8
Publications	7	2			2	3
Total, chapitre 9	23	4	4		4	11
10. Département des services d'appui et de gestion pour le développement						
Publications	3		1		2	
Total, chapitre 10	3		1		2	
11A. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement						
Services fournis aux organes délibérants	19	11	2		4	2
Publications	53	4	11		31	7
Total, chapitre 11A	72	15	13		35	9

Chapitre	Nombre des produits éliminés	Décision d'un organe délibérant	Justification		
			Produits dépassés ou d'une utilité marginale	Ressources insuffisantes ^a	Raisons diverses
11B. Centre du commerce international CNUCED/GATT					
Publications	17		1	16	
Total, chapitre 11B	17		1	16	
12A. Programme des Nations Unies pour l'environnement					
Publications	7	2	3	1	1
Total, chapitre 12A	7	2	3	1	1
12B. Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)					
Services fournis aux organes délibérants	11			11	
Publications	9			9	
Supports et services d'information	10			3	7
Total, chapitre 12B	30			23	7
13. Lutte contre la criminalité					
Services fournis aux organes délibérants	1	1			
Total, chapitre 13	1	1			
14. Contrôle international des drogues					
Services fournis aux organes délibérants	5			5	
Publications	14		3	5	6
Total, chapitre 14	19		3	10	6
15. Commission économique pour l'Afrique					
Services fournis aux organes délibérants	8				3
Publications	9		3	1	5
Supports et services d'information	1				1
Total, chapitre 15	18		3	1	14
16. Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique					
Services fournis aux organes délibérants	24	24			
Publications	41	11		2	28
Supports et services d'information	1	1			
Total, chapitre 16	66	36		2	28
17. Commission économique pour l'Europe					
Services fournis aux organes délibérants	98	48	10	5	35
Publications	49	20	2	2	25
Supports et services d'information	2		1	1	
Total, chapitre 17	149	68	13	8	60

Chapitre		Justification				
		Nombre des produits éliminés	Décision d'un organe délibérant	Produits dépassés ou d'une utilité marginale	Ressources insuffisantes ^a	Raisons diverses
18.	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes					
	Services fournis aux organes délibérants	20			6	14
	Publications	18		2	13	3
	Supports et services d'information	2		1	1	
	Total, chapitre 18	40		3	20	17
19.	Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale					
	Services fournis aux organes délibérants	44	42			2
	Publications	56	50	1	2	3
	Supports et services d'information	4	4			
	Total, chapitre 19	104	96	1	2	5
21.	Droits de l'homme					
	Services fournis aux organes délibérants	27	8	4		15
	Publications	22		15		7
	Total, chapitre 21	49	8	19		22
23.	Département des affaires humanitaires					
	Supports et services d'information	1			1	
	Total, chapitre 23	1			1	
24.	Information					
	Publications	2			2	
	Supports et services d'information	13	3	6	4	
	Total, chapitre 24	15	3	6	6	
TOUS CHAPITRES						
	Services fournis aux organes délibérants	474	285	55	38	96
	Publications	359	92	51	108	108
	Supports et services d'information	186	151	10	15	10
	TOTAL	1 019	528	116	161	214

^a Produits éliminés en raison de vacances de poste ou de fonds extrabudgétaires insuffisants par rapport aux prévisions.

Annexe VII

PRODUITS AJOUTÉS AU COURS DE L'EXERCICE BIENNAL 1994-1995 À LA DEMANDE DU SECRÉTARIAT,
 PAR CHAPITRE DU BUDGET-PROGRAMME ET PRINCIPALE CATÉGORIE D'ACTIVITÉS

Chapitre	Nombre des produits ajoutés	Justification			Mois de travail utilisés			Total
		Raisons tenant au programme ^a	Renforcement de l'efficacité ^b	Raisons diverses	Budget ordinaire	Fonds extra-budgetaires		
3. Affaires politiques								
Services fournis aux organes délibérants	1		1					(A) (C)
Publications	1	1			1			1 (A) 1 (C)
Supports et services d'information	1		1		1	3		5 (A) (C)
Total, chapitre 3	3	1	2		3	3		6 (A) 1 (C)
8. Département de la coordination des politiques et du développement durable								
Services fournis aux organes délibérants	13	7	5	1	15	26		41 (A) 2 (C)
Publications	26	14	4	8	38	9		47 (A) 10 (C)
Supports et services d'information	7	6		1	28	1		28 (A) (C)
Total, chapitre 8	46	27	9	10	81	35		116 (A) 12 (C)
9. Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques								
Services fournis aux organes délibérants	2		2		8			8 (A) (C)
Publications	5	4	1		19	6		19 (A) 6 (C)
Total, chapitre 9	7	4	3		27	6		27 (A) 6 (C)
10. Département des services d'appui et de gestion pour le développement								
Services fournis aux organes délibérants	8	1	7		16	3		19 (A) 10 (C)
Publications	4	2	2		13	10		13 (A) 10 (C)
Total, chapitre 10	12	3	9		29	3		32 (A) 20 (C)

Chapitre	Nombre des produits ajoutés	Justification			Mois de travail utilisés			Total
		Raisons tenant au programme ^a	Renforcement de l'efficacité ^b	Raisons diverses	Budget ordinaire	Fonds extra-budgetaires		
11A. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement								
Services fournis aux organes délibérants	10	4	2	4	35	2		35 (A) 2 (C)
Publications	46	16	17	13	114	16		114 (A) 21 (C)
Total, chapitre 11A	56	20	19	17	149	18		149 (A) 23 (C)
11B. Centre du commerce international CNUCED/GATT								
Publications	24	1	23		10	20		30 (A) 14 (C)
Supports et services d'information	1		1		1			1 (A) 1 (C)
Total, chapitre 11B	25	1	24		11	14		31 (A) 14 (C)
12A. Programme des Nations Unies pour l'environnement								
Services fournis aux organes délibérants	46	36	10			40		40 (A) 1 (C)
Publications	59	41	18		4	51		55 (A) 111 (C)
Supports et services d'information	18	7	11		1	15		17 (A) 2 (C)
Total, chapitre 12A	123	84	39		5	107		113 (A) 114 (C)
12B. Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)								
Services fournis aux organes délibérants	2	1		1	14	2		14 (A) 2 (C)
Publications	5		5		4	8		4 (A) 8 (C)
Supports et services d'information	11		9	2	7	6		13 (A) 6 (C)
Total, chapitre 12B	18	1	14	3	25	6		31 (A) 16 (C)

Chapitre	Nombre des produits ajoutés	Justification			Mois de travail utilisés		
		Raisons tenant au programme ^a	Renforcement de l'efficacité ^b	Raisons diverses	Budget ordinaire	Fonds extra-budgetaires	Total
14. Contrôle international des drogues							
Publications	12	12			7		7 (A) (C)
Supports et services d'information	2		2		1		1 (A) (C)
Total, chapitre 14	14	12	2		8		8 (A) (C)
15. Commission économique pour l'Afrique							
Services fournis aux organes délibérants	24		24		32	4	36 (A) 2 (C)
Publications	32		26	6	90	10	100 (A) 1 (C)
Total, chapitre 15	56		50	6	122	14	137 (A) 3 (C)
16. Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique							
Services fournis aux organes délibérants	22	5	17				(A) (C)
Publications	36	22	9	5			(A) (C)
Total, chapitre 16	58	27	26	5			(A) (C)
17. Commission économique pour l'Europe							
Services fournis aux organes délibérants	9	7	1	1	14		14 (A) 1 (C)
Publications	6	2	4		9	3	9 (A) 3 (C)
Total, chapitre 17	15	9	5	1	23	4	23 (A) 4 (C)
18. Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes							
Publications	2			2	3		3 (A) (C)
Total, chapitre 18	2		2		3		3 (A) (C)

Chapitre		Nombre des produits ajoutés	Justification			Mois de travail utilisés		
			Raisons tenant au programme ^a	Renforcement de l'efficacité ^b	Raisons diverses	Budget ordinaire	Fonds extra-budgetaires	Total
19.	Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale							
	Services fournis aux organes délibérants	1		1		1	1	2 (A) 1 (C)
	Publications	5	1	3	1	12	2	12 (A) 2 (C)
	Total, chapitre 19	6	1	4	1	13	1	14 (A) 3 (C)
21.	Droits de l'homme							
	Services fournis aux organes délibérants	9	8		1	9		9 (A) (C)
	Total, chapitre 21	9	8		1	9		9 (A) (C)
24.	Information							
	Publications	13	11	2		37		37 (A) 39 (C)
	Supports et services d'information	2	2			4		4 (A) (C)
	Total, chapitre 24	15	13	2		41		41 (A) 39 (C)
TOUS CHAPITRES								
	Services fournis aux organes délibérants	147	69	70	8	145	74	219 (A) 21 (C)
	Publications	276	127	114	35	362	90	452 (A) 227 (C)
	Supports et services d'information	42	15	22	5	44	25	69 (A) 8 (C)
	TOTAL	465	211	206	48	551	190	742 (A) 256 (C)

^a Produits remplaçant des produits reportés ou éliminés et produits visant à faciliter la réalisation des objectifs.

^b Produits supplémentaires dont l'exécution a été financée à l'aide de fonds extrabudgetaires ou d'économies résultant d'une meilleure utilisation des ressources disponibles.

Annexe VIII

PRODUITS REPORTÉS DE L'EXERCICE BIENNAL 1992-1993 À L'EXERCICE BIENNAL 1994-1995, PAR CHAPITRE DU BUDGET-PROGRAMME
 ET PRINCIPALE CATEGORIE D'ACTIVITÉS

Chapitre	Produits reportés de l'exercice 1992-1993	Produits exécutés en 1994-1995	Produits éliminés	Produits de nouveau reportés
3. Affaires politiques				
Services fournis aux organes délibérants	2	1	1	
Publications	15	1	10	4
Supports et services d'information	5		5	
Total, chapitre 3	22	2	16	4
4. Activités juridiques				
Services fournis aux organes délibérants	1			1
Publications	64	44		20
Total, chapitre 4	65	44		21
8. Département de la coordination des politiques et du développement durable				
Services fournis aux organes délibérants	14	3	5	6
Publications	21	6	8	7
Supports et services d'information	14		8	6
Total, chapitre 8	49	9	21	19
9. Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques				
Services fournis aux organes délibérants	12	12		
Publications	42	30	5	7
Total, chapitre 9	54	42	5	7
10. Département des services d'appui et de gestion pour le développement				
Services fournis aux organes délibérants	4	2		2
Publications	25	15	3	7
Total, chapitre 10	29	17	3	9
11A. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement				
Services fournis aux organes délibérants	78	52	24	2
Publications	121	89	29	3
Supports et services d'information	16	10	6	
Total, chapitre 11A	215	151	59	5

Chapitre	Produits reportés de l'exercice 1992-1993	Produits exécutés en 1994-1995	Produits éliminés	Produits de nouveau reportés
11B. Centre du commerce international CNUCED/GATT				
Publications	11	6	1	4
Total, chapitre 11B	11	6	1	4
12A. Programme des Nations Unies pour l'environnement				
Services fournis aux organes délibérants	37	13	21	3
Publications	110	80	14	16
Supports et services d'information	2		1	1
Total, chapitre 12A	149	93	36	20
12B. Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)				
Publications	34	23		11
Supports et services d'information	2			2
Total, chapitre 12B	36	23		13
13. Lutte contre la criminalité				
Services fournis aux organes délibérants	3	1	2	
Publications	5	4	1	
Supports et services d'information	2	2		
Total, chapitre 13	10	7	3	
14. Contrôle international des drogues				
Services fournis aux organes délibérants	14	5	5	4
Publications	16	6	5	5
Supports et services d'information	1		1	
Total, chapitre 14	31	11	11	9
15. Commission économique pour l'Afrique				
Services fournis aux organes délibérants	3		2	1
Publications	14	9	3	2
Total, chapitre 15	17	9	5	3
16. Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique				
Services fournis aux organes délibérants	3	1	2	
Publications	59	30	27	2
Total, chapitre 16	62	31	29	2

Chapitre	Produits reportés de l'exercice 1992-1993	Produits exécutés en 1994-1995	Produits éliminés	Produits de nouveau reportés
17. Commission économique pour l'Europe				
Services fournis aux organes délibérants	9	4	1	4
Publications	24	2	4	18
Supports et services d'information	1		1	
Total, chapitre 17	34	6	6	22
18. Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes				
Services fournis aux organes délibérants	1	1		
Publications	7	7		
Total, chapitre 18	8	8		
19. Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale				
Services fournis aux organes délibérants	8	6	2	
Publications	12	10	1	1
Supports et services d'information	3	1	2	
Total, chapitre 19	23	17	5	1
21. Droits de l'homme				
Services fournis aux organes délibérants	14			14
Publications	21	1		20
Total, chapitre 21	35	1		34
23. Département des affaires humanitaires				
Publications	21	15	2	4
Supports et services d'information	1		1	
Total, chapitre 23	22	15	3	4
24. Information				
Publications	1			1
Supports et services d'information	11	3	5	3
Total, chapitre 24	12	3	5	4
TOUS CHAPITRES				
Services fournis aux organes délibérants	203	101	65	37
Publications	623	378	173	132
Supports et services d'information	58	16	30	12
TOTAL	884	495	208	181

Annexe IX

BUDGET-PROGRAMME 1994-1995 : ACTIVITÉS N'ABOUTISSANT PAS À L'EXÉCUTION D'UN
 "PRODUIT FINAL", PAR CHAPITRE ET PRINCIPALE CATÉGORIE D'ACTIVITÉS

Chapitre	Nombre de mois de travail d'administrateur utilisés		
	Budget ordinaire	Fonds extrabudgétaires	Total
3. Affaires politiques			
Coopération internationale	634		635
Coordination, harmonisation et liaison	359	1	360
Total, chapitre 3	994	2	996
4. Opérations de maintien de la paix et missions spéciales			
Coopération internationale	308	300	608
Total, chapitre 4	308	300	608
7. Activités juridiques			
Coopération internationale	497	164	661
Coordination, harmonisation et liaison	12		12
Total, chapitre 7	509	164	673
8. Département de la coordination des politiques et du développement durable			
Coopération internationale	115	70	185
Coordination, harmonisation et liaison	391	84	475
Total, chapitre 8	506	154	660
9. Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques			
Coopération internationale			
Coordination, harmonisation et liaison	87		87
Total, chapitre 9	87		87
10. Département des services d'appui et de gestion pour le développement			
Coordination, harmonisation et liaison	111		111
Total, chapitre 10	111		111
11A. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement			
Coopération internationale	46		46
Coordination, harmonisation et liaison	386	14	401
Total, chapitre 11A	433	14	447

Chapitre	Nombre de mois de travail d'administrateur utilisés		
	Budget ordinaire	Fonds extrabudgétaires	Total
12A. Programme des Nations Unies pour l'environnement			
Coordination, harmonisation et liaison		184	184
Total, chapitre 12A		184	184
13. Lutte contre la criminalité			
Coopération internationale	55		55
Coordination, harmonisation et liaison	81		81
Total, chapitre 13	137		137
14. Contrôle international des drogues			
Coopération internationale	189	75	264
Coordination, harmonisation et liaison	68	42	110
Total, chapitre 14	257	117	375
15. Commission économique pour l'Afrique			
Coopération internationale	177	6	183
Coordination, harmonisation et liaison	190		190
Total, chapitre 15	367	6	373
16. Commission économique pour l'Asie et le Pacifique			
Coordination, harmonisation et liaison	101	8	110
Total, chapitre 16	101	8	110
17. Commission économique pour l'Europe			
Coopération internationale	91		92
Coordination, harmonisation et liaison	101	7	108
Total, chapitre 17	192	7	200
18. Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes			
Coordination, harmonisation et liaison	45		46
Total, chapitre 18	45		46
19. Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale			
Coopération internationale	41		41
Coordination, harmonisation et liaison	41		41
Total, chapitre 19	83		83
21. Droits de l'homme			
Coopération internationale	821	162	983
Coordination, harmonisation et liaison	11	6	18
Total, chapitre 21	832	169	1 001
23. Département des affaires politiques			

Chapitre	Nombre de mois de travail d'administrateur utilisés		
	Budget ordinaire	Fonds extrabudgétaires	Total
Coopération internationale	561	566	1 128
Coordination, harmonisation et liaison	22	263	285
Total, chapitre 23	583	829	1 413
TOUS CHAPITRES			
Coopération internationale	3 538	1 345	4 884
Coordination, harmonisation et liaison	2 011	611	2 622
TOTAL	5 550	1 957	7 507

Annexe X

SERVICES CONSULTATIFS FOURNIS AU COURS DE L'EXERCICE BIENNAL 1994-1995

Répartition par chapitre du budget-programme

Chapitre	Nombre de demandes reçues	Nombre de demandes satisfaites	Nombre de missions	Mois de travail utilisés		Total
				Budget ordinaire	Fonds extra-budgetaires	
3. Affaires politiques	55	61	69	149		149 (A) (C)
7. Activités juridiques	15	41	5	47		47 (A) (C)
8. Département de la coordination des politiques et du développement durable	27	18	16	8		8 (A) (C)
9. Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques	172	119	119	71	88	160 (A) (C)
Dont : Programme ordinaire de coopération technique	58	43	43	44		44 (A) (C)
10. Département des services d'appui et de gestion pour le développement	362	297	282	469	118	587 (A) 3 (C)
Dont : Programme ordinaire de coopération technique	142	123	117	211	3	211 (A) 3 (C)
11A. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	753	692	601	455	133	588 (A) 119 (C)
Dont : Programme ordinaire de coopération technique	60	57	35	34		34 (A) (C)
11B. Centre du commerce international CNUCED/GATT	590	498	383	101	246	347 (A) (C)
12A. Programme des Nations Unies pour l'environnement	8 252	7 481	566	45	574	619 (A) 31 (C)
12B. Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)	123	96	98	66	39	105 (A) 2 (C)
Dont : Programme ordinaire de coopération technique	64	53	53	66	2	66 (A) 2 (C)
13. Lutte contre la criminalité	310	180	72	63	1	64 (A) 2 (C)
Dont : Programme ordinaire de coopération technique	119	66	66	34		34 (A) (C)

Chapitre	Nombre de demandes reçues	Nombre de demandes satisfaites	Nombre de missions	Mois de travail utilisés		Total
				Budget ordinaire	Fonds extra-budgétaires	
14. Contrôle international des drogues	478	478	30	212		212 (A) (C)
15. Commission économique pour l'Afrique	506	394	381	524	2	526 (A) 9 (C)
Dont : Programme ordinaire de coopération technique	399	304	294	376		376 (A) (C)
16. Commission économique pour l'Asie et le Pacifique	513	350	309	368	104	472 (A) 45 (C)
Dont : Programme ordinaire de coopération technique	287	182	176	185		185 (A) (C)
17. Commission économique pour l'Europe	144	120	107	128	52	180 (A) 16 (C)
Dont : Programme ordinaire de coopération technique	39	28	28	44		44 (A) (C)
18. Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes	733	723	621	532	193	725 (A) 2 (C)
Dont : Programme ordinaire de coopération technique	259	259	203	231		231 (A) (C)
19. Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale	234	214	214	240	13	253 (A) 2 (C)
Dont : Programme ordinaire de coopération technique	185	170	170	205	4	210 (A) (C)
21. Droits de l'homme	12	12	12	19	2	19 (A) 4 (C)
23. Département des affaires humanitaires	43	41	41	37	36	73 (A) 47 (C)
Dont : Programme ordinaire de coopération technique	19	18	10	22	13	22 (A) 13 (C)
TOTAL	13 322	11 815	3 926	3 540	1 601	5 142 (A) 284 (C)

Annexe XI

STAGES DE FORMATION/SÉMINAIRES/ATELIERS ORGANISÉS AU COURS DE L'EXERCICE BIENNAL 1994-1995

Répartition par chapitre du budget-programme

Chapitre	Nombre de sujets abordés	Nombre de participants/boursiers	Mois de travail utilisés		Total
			Budget ordinaire	Fonds extra-budgétaires	
3. Affaires politiques	18	755	115	10	125 (A) (C)
7. Activités juridiques	23	1 840	39 2		39 (A) 2 (C)
8. Département de la coordination des politiques et du développement durable	11	991	29	5	34 (A) (C)
9. Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques	4		144	80 1	224 (A) 1 (C)
10. Département des services d'appui et de gestion pour le développement	43	1 692	144 13	72 2	216 (A) 15 (C)
Dont :					15 (C)
Programme ordinaire de coopération technique	27	918	87 10	52 2	139 (A) 12 (C)
11A. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	254	11 138	200	33 143	233 (A) 143 (C)
11B. Centre du commerce international CNUCED/GATT	336	11 817	90	144	234 (A) (C)
12A. Programme des Nations Unies pour l'environnement	161	5 362	14 4	157 100	171 (A) 104 (C)
12B. Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)	21	510	21	14 16	35 (A) 16 (C)
13. Lutte contre la criminalité	41	1 260	22	12	35 (A) (C)
Dont :					
Programme ordinaire de coopération technique	17	530	9	6	15 (A) (C)
14. Contrôle international des drogues	45	755	28	16	44 (A) (C)
15. Commission économique pour l'Afrique	46	1 384	129 3	23 3	153 (A) 6 (C)

Chapitre	Nombre de sujets abordés	Nombre de participants/boursiers	Mois de travail utilisés		Total
			Budget ordinaire	Fonds extra-budgétaires	
16. Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	307	10 845	609 2	262 537	872 (A) 539 (C)
17. Commission économique pour l'Europe	83	6 495	126 34	17 1	143 (A) 35 (C)
18. Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes	50	1 418	133	86	219 (A) (C)
19. Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale	23	856	62	13 7	75 (A) 10 (C)
21. Droits de l'homme	116	3 944	142 11	15 40	157 (A) 52 (C)
Dont : Programme ordinaire de coopération technique	116	3 944	142 11	15 40	157 (A) 52 (C)
23. Département des affaires humanitaires	47	1 741	12	63 4	75 (A) 4 (C)
Dont : Programme ordinaire de coopération technique	5	325	3		3 (A) (C)
TOTAL	1 629	62 803	2 064 73	1 025 856	3 089 (A) 930 (C)

Annexe XII

PROJETS OPÉRATIONNELS EXÉCUTÉS AU COURS DE L'EXERCICE BIENNAL 1994-1995

Répartition par chapitre du budget-programme

Chapitre	Nombre de projets prévus	Projets en cours en janvier 1994	Projets démarrés en 1994-1995	Projets achevés	Mois de travail utilisés		Total
					Budget ordinaire	Fonds extrabudgétaires	
3. Affaires politiques				7	12		12 (A) (C)
7. Activités juridiques					6		6 (A) (C)
8. Département de la coordination des politiques et du développement durable	22	23	28	25	16		16 (A) (C)
9. Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques	96	71	2	30	15	48	63 (A)
Dont :							
Programme ordinaire de coopération technique		4	1		3		3 (A) (C)
10. Département des services d'appui et de gestion pour le développement	519	484	353	168	412	538	950 (A) (C)
11B. Centre du commerce international CNUCED/GATT	58	47	22	36	15	98 2	113 (A) 2 (C)
12A. Programme des Nations Unies pour l'environnement	38					12	12 (A) (C)
12B. Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)	60	251	70	98		721	721 (A)
13. Lutte contre la criminalité	6	4	4	2	6	4	10 (A) (C)
14. Contrôle international des drogues	114	42	72	113	10	18	29 (A) (C)
15. Commission économique pour l'Afrique	1	17	10	9	80 7	172 15	252 (A) 22 (C)
16. Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique				1	11		11 (A) (C)
17. Commission économique pour l'Europe		8		4	32	4	36 (A) (C)

Chapitre	Nombre de projets prévus	Projets en cours en janvier 1994	Projets démarrés en 1994-1995	Projets achevés	Mois de travail utilisés		Total
					Budget ordinaire	Fonds extrabudgétaires	
18. Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes	10	3	6	1	60	145 39	206 (A) 39 (C)
19. Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale	4	3		4	38 1	11 2	49 (A) 3 (C)
21. Centre pour les droits de l'homme	38	19	34	5	721 2	1 078 57	1 799 (A) 59 (C)
23. Département des affaires humanitaires	13	8	5		26	18 5	45 (A) 5 (C)
TOTAL	979	980	606	503	1 463 10	2 870 120	4 333 (A) 130 (C)
